

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Art. 7.** Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 octobre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
K. PEETERS

Le Ministre flamand du Bien-Etre, de la Santé publique et de la Famille,  
J. VANDEURZEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2011 — 3237

[C — 2011/29584]

#### 20 OCTOBRE 2011. — Décret relatif aux études relevant de l'enseignement supérieur en alternance

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, tel que modifié par les décrets des 27 février 2003, 31 mars 2004, 30 juin 2006 et 1<sup>er</sup> décembre 2010, il est inséré un point 21bis rédigé comme suit:

« 21bis Enseignement supérieur en alternance: enseignement dans lequel l'acquisition des compétences nécessaires pour l'obtention d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur se fait pour partie en entreprise et pour partie au sein dudit établissement; ».

**Art. 2.** Dans l'article 21, § 1<sup>er</sup>, du même décret, tel que modifié par le décret du 9 septembre 1996, les mots « et des études dans le cadre de l'enseignement supérieur en alternance » sont insérés entre le mot « spécialisation » et le mot « relevant ».

**Art. 3.** Dans l'article 5 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tel que remplacé par le décret du 30 juin 2006, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est également régulièrement inscrit, l'étudiant qui suit une ou plusieurs activités d'enseignement dans d'autres institutions d'enseignement supérieur dans les conditions prévues aux articles 26, § 7, ou 30 du décret, ou qui suit une ou plusieurs activités d'apprentissage définie(s) au 4<sup>o</sup> de l'article 22 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, dans les conditions prévues à l'article 29, §§ 1<sup>er</sup> et 3, du décret du 31 mars 2004 précité. »

**Art. 4.** Dans l'article 6 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, tel que modifié par les décrets des 1<sup>er</sup> juillet 2005, 9 mai 2008 et 1<sup>er</sup> décembre 2010, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

« § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1<sup>o</sup> Académie : Institution universitaire issue de l'association d'universités;

2<sup>o</sup> Admission : processus consistant à vérifier qu'un étudiant remplit les conditions l'autorisant à entreprendre un cycle d'études particulier. L'admission est entérinée par l'inscription effective aux études;

3<sup>o</sup> Autorités académiques : les instances qui, dans chaque établissement, sont habilitées à exercer les compétences liées à l'organisation de l'enseignement qui leur sont attribuées par le décret;

4<sup>o</sup> Bachelier : grade académique de niveau 6 sanctionnant des études de premier cycle de 180 crédits au moins;

5<sup>o</sup> Cadre des certifications: instrument de classification des certifications en fonction d'un ensemble de critères correspondant à des niveaux d'apprentissage déterminés;

6<sup>o</sup> Certificat : document qui, sans conférer de grade académique, atteste la réussite d'une formation, ainsi que, le cas échéant, l'octroi de crédits associés et le niveau de ceux-ci;

7<sup>o</sup> Certification : résultat formel d'un processus d'évaluation et de validation qui établit qu'un individu possède au terme d'un apprentissage les acquis correspondants à un niveau donné et qui donne lieu à la délivrance d'un diplôme ou d'un certificat;

8<sup>o</sup> Crédit : unité correspondant au temps consacré, par l'étudiant, au sein d'un programme d'études, à une activité d'apprentissage dans une discipline déterminée. Les crédits sont octroyés à l'étudiant après évaluation favorable des compétences et connaissances acquises;

9<sup>o</sup> Cursus : études conduisant à un grade académique déterminé. Un cursus peut s'étendre sur un ou plusieurs cycles d'études;

- 10° Cycle : suite d'années d'études menant à l'obtention d'un grade académique. L'enseignement supérieur est organisé en trois cycles;
- 11° Diplôme : document qui atteste la réussite d'études conformes aux dispositions du présent décret et le grade académique conféré à l'issue de ces études;
- 12° Domaine d'études : branche de la connaissance qui correspond à un ou plusieurs cursus, appelée catégorie dans le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Écoles;
- 13° Doctorat : troisième cycle universitaire menant au grade académique de docteur de niveau 8, obtenu après soutenance d'une thèse, correspondant globalement à au moins 180 crédits obtenus après une formation initiale d'au moins 300 crédits sanctionnée notamment par un grade académique de master;
- 14° Ecole doctorale : structure de recherche et d'enseignement, organisée par une ou conjointement par plusieurs académies, chargée de prodiguer la formation doctorale dans un ou plusieurs domaines d'études;
- 15° Enseignement supérieur: Enseignement visé par le présent décret;
- 16° Enseignement supérieur en alternance: enseignement dans lequel l'acquisition des compétences nécessaires pour l'obtention d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur se fait pour partie en entreprise et pour partie au sein dudit établissement;
- 17° Equivalence : processus - conforme à la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers - visant à assimiler, pour un étudiant, ses compétences et savoirs, certifiés par un ou plusieurs titres, certificats d'études ou diplômes étrangers, à ceux requis à l'issue d'études dans nos établissements d'enseignement supérieur. Cette équivalence est attestée par une dépêche d'équivalence délivrée par l'instance compétente;
- 18° Etablissement d'enseignement supérieur: institution dispensant un enseignement supérieur reconnu par le présent décret. Ces établissements sont, selon le secteur d'études pour lesquels ils sont habilités, une institution universitaire, une haute école, une école supérieure des arts ou une académie universitaire;
- 19° Etudes de premier ou de second cycle en dentisterie : études appartenant au cursus conduisant au grade académique de master en sciences dentaires ou, pour les législations antérieures, de licencié en science dentaire;
- 20° Etudes de premier ou de second cycle en médecine : études appartenant au cursus conduisant au grade académique de médecin ou, pour les législations antérieures, de docteur en médecine et de docteur en médecine, chirurgie et accouchements;
- 21° Etudes de premier cycle structurées en deux parties: études de premier cycle en médecine ou en dentisterie dont l'accès à la seconde partie comportant 120 crédits est subordonné à la réussite d'une épreuve d'orientation;
- 22° FNRS : Fonds national de la Recherche scientifique tel que reconnu par l'article 47 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires;
- 23° Grade académique : titre correspondant au niveau atteint à l'intérieur d'un cursus reconnu par ce décret et attesté par un diplôme. Dans les cursus de type long, les grades académiques de premier cycle sont appelés de transition;
- 24° Habilitation : capacité accordée par décret à un établissement d'enseignement supérieur d'organiser tout ou partie d'un programme d'études, de conférer un grade académique et de délivrer les certificats et diplômes associés;
- 25° Jury : sans préjudice d'autres législations, pour les dispositions du présent décret, instance académique chargée à titre principal de l'évaluation des compétences et connaissances, de leur certification et de l'organisation des épreuves correspondantes;
- 26° Jury d'orientation : dans les études de premier cycle structurées en deux parties, jury chargé d'organiser l'épreuve d'orientation permettant l'accès à la seconde partie du cycle;
- 27° Master : grade académique de niveau 7 sanctionnant des études de deuxième cycle, organisées dans l'université ou l'enseignement de type long de niveau universitaire en vertu des dispositions de ce décret ou de dispositions antérieures, valorisables pour au moins 60 crédits à l'issue d'une formation initiale d'au moins 180 crédits;
- 28° Master complémentaire: grade académique de niveau 7 sanctionnant des études universitaires de deuxième cycle correspondant à une qualification professionnelle particulière à l'issue d'une formation de 60 crédits au moins, obtenus après une formation initiale d'au moins 300 crédits sanctionnée notamment par un grade de master;
- 29° Mention : appréciation par un jury de la qualité des travaux d'un étudiant lorsqu'il lui confère un grade académique ou sanctionne la réussite d'une année d'études;
- 30° Passerelle : processus académique autorisant un étudiant à poursuivre des études dans un autre cursus ou dans un autre type d'études;
- 31° Programme d'études : l'ensemble des activités d'apprentissage qui constituent les études; le programme en précise l'organisation temporelle en années d'études et les crédits associés;
- 32° Quadrimestre : division de l'année académique couvrant approximativement quatre mois;
- 33° Type : ce qui caractérise une formation supérieure lié à sa finalité professionnelle, ses méthodes pédagogiques et le nombre de cycles de formation initiale. L'enseignement supérieur de type court comprend un seul cycle; celui de type long comprend deux cycles de base;

34° Valorisation des acquis : processus d'évaluation et de reconnaissance des savoirs et compétences d'un candidat dans le contexte d'une admission aux études. »

**Art. 5.** Dans l'article 22 du même décret, l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par un point 4<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 4<sup>o</sup> des acquisitions de compétences en entreprise dans le cadre de l'enseignement en alternance. »

**Art. 6.** Dans le Titre II, Chapitre III, section II, du décret du 2 juin 2006 établissant les grades académiques délivrés par les Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française et fixant les grilles d'horaires minimales, il est inséré une sous-section V intitulée « De l'enseignement supérieur en alternance ».

**Art. 7.** Dans la sous-section V insérée par l'article 6, il est inséré un article 41bis rédigé comme suit:

« Article 41bis. - Dans le cadre de l'enseignement supérieur en alternance, la section « Gestion des services généraux » est créée et classée dans l'enseignement supérieur économique de type long.

Le grade académique de « Master en Gestion des services généraux » est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme d'un deuxième cycle d'études organisées conformément à la grille horaire minimale figurant à l'annexe C-27 au présent décret et à la grille horaire spécifique approuvée correspondante. »

**Art. 8.** Dans le Titre II, Chapitre VII, du même décret, la section II, comportant les articles 104 et 105, est remplacée par la section II rédigée comme suit :

« Section II. — De l'enseignement supérieur technique de type long

Sous-section I<sup>re</sup>. — De la section Sciences industrielles

Article 104. La section « Sciences industrielles » est créée et classée dans l'enseignement supérieur technique de type long. A l'intérieur de celle-ci sont créés les secteurs tels que repris à l'annexes G-15 au présent décret et les finalités « Automatisation », « Biochimie », « Chimie », « Construction », « Electricité », « Electromécanique », « Electronique », « Emballage et Conditionnement », « Génies physique et nucléaire », « Géomètre », « Industrie », « Informatique », « Mécanique », « Textile ».

Le grade académique de « Bachelier en sciences industrielles » est créé dans l'enseignement supérieur technique de type long et le diplôme y afférent est délivré au terme d'un premier cycle d'études organisé conformément à la grille horaire minimale figurant à l'annexe G-15 au présent décret et à la grille horaire spécifique approuvée correspondante.

Article 105. Le grade académique de « Master en sciences de l'ingénieur industriel » est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme d'un deuxième cycle d'études organisé conformément à la grille horaire minimale figurant à l'annexe G-16 au présent décret et à la grille horaire spécifique approuvée correspondante.

Le grade académique de « Master en sciences industrielles » est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme d'un deuxième cycle d'études organisées conformément à la grille horaire minimale figurant à l'annexe G-17 au présent décret et à la grille horaire spécifique approuvée correspondante.

Sous-section II. — De l'enseignement en alternance

Article 105bis. Dans le cadre de l'enseignement supérieur en alternance, la section « Génie analytique » est créée et classée dans l'enseignement supérieur technique de type long. A l'intérieur de celle-ci est créée la finalité « Biochimie ».

Le grade académique de « Master en Génie analytique » est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme d'un deuxième cycle d'études organisées conformément à la grille horaire minimale figurant à l'annexe G-20 au présent décret et à la grille horaire spécifique approuvée correspondante.

Article 105ter. Dans le cadre de l'enseignement supérieur en alternance, la section « Gestion de chantier spécialisé en construction durable » est créée et classée dans l'enseignement supérieur technique de type long.

Le grade académique de « Master en Gestion de chantier spécialisé en construction durable » est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme d'un deuxième cycle d'études organisées conformément à la grille horaire minimale figurant à l'annexe G-21 au présent décret et à la grille horaire spécifique approuvée correspondante.

Article 105quater. Dans le cadre de l'enseignement supérieur en alternance, la section « Gestion de production » est créée et classée dans l'enseignement supérieur technique de type long.

Le grade académique de « Master en Gestion de production » est créé et le diplôme y afférent est délivré au terme d'un deuxième cycle d'études organisées conformément à la grille horaire minimale figurant à l'annexe G-22 au présent décret et à la grille horaire spécifique approuvée correspondante. »

**Art. 9.** Dans le même décret, les intitulés « ANNEXE IV (C17 à C26) » et « ANNEXE VIII (G15 à G19) » sont respectivement remplacés par les intitulés « ANNEXE IV (C17 à C27) » et « ANNEXE VIII (G15 à G22) ».

**Art. 10.** Dans le même décret, il est inséré entre les annexes C-26 et D-1, une annexe C-27 jointe en annexe 1<sup>re</sup> au présent décret.

**Art. 11.** Dans le même décret, il est inséré entre les annexes G-19 et H-1, les annexes G-20, G-21 et G-22 jointes en annexes 2, 3 et 4 du présent décret.

**Art. 12.** L'implémentation de la méthodologie de l'alternance dans l'enseignement supérieur fera l'objet d'expériences-pilotes à partir de l'année académique 2011-2012. Ces expériences-pilotes feront l'objet d'une évaluation intermédiaire annuelle et d'une évaluation finale au plus tard à la fin de l'année académique 2013-2014. En fonction du résultat de cette évaluation, le Ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions poursuivra l'intégration de l'alternance dans l'enseignement supérieur ou apportera, en concertation avec les acteurs concernés, les éléments correctifs nécessaires.

Ces évaluations seront effectuées par un Comité de pilotage composé de :

- 4 représentants du Gouvernement de la Communauté française;
- 3 représentants désignés par les fédérations patronales représentant les secteurs concernés;
- 3 représentants sectoriels désignés par la FGTB, la CSC et le SLFP;
- 3 représentants des syndicats représentant le secteur de l'Enseignement supérieur désignés par la CGSP, la CSC-E et le SLFP;
- 4 représentants des interlocuteurs sociaux interprofessionnels à concurrence de :
  - 2 représentants désignés par les organisations représentatives des travailleurs,
  - 2 représentants désignés par les organisations représentatives des employeurs;
- 4 représentants des réseaux de l'enseignement supérieur en Communauté française, à concurrence d'un représentant désigné par réseau d'enseignement;
- 1 représentant de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;
- 2 représentants désignés par les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire.

Le Comité de pilotage peut, en outre, en fonction des débats menés, inviter des experts ou des témoins à ses réunions.

Le comité de pilotage se dotera d'un règlement d'ordre intérieur.

Ces évaluations se fonderont sur les critères définis par le Comité de pilotage et devront notamment prendre en considération:

- la plus-value éducative de l'implémentation de la méthodologie de l'alternance dans l'enseignement supérieur dans le cadre de ces expériences pilotes,
- le nombre et le profil des étudiants,
- le taux de réussite,
- le taux et les motifs d'abandon,
- le taux de satisfaction des acteurs.

**Art. 13.** Sans préjudice de l'article 22, § 2, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, tout(e) étudiant(e) qui s'inscrit dans un des cursus organisés dans le cadre des expériences pilotes visées à l'article 12 ne sera régulier que s'il a conclu avec une entreprise et une haute école une convention d'alternance.

Cette convention doit au minimum reprendre la liste des compétences à acquérir dans l'entreprise et dans la Haute Ecole, le calendrier des activités d'enseignement et d'évaluation ainsi que des congés scolaires. Elle mentionne le statut de l'étudiant, les noms du tuteur en entreprise(s) et du superviseur en Haute Ecole. Elle détaille les engagements de chacun en matière de sécurité, de couverture en cas d'accident du travail, de règlement de travail, de déontologie. Pour ce qui a trait au suivi et à l'évaluation, elle définit les responsabilités de chacun. Elle envisage également un mode de règlement des conflits, de même que la possibilité de mettre fin à la dite convention.

**Art. 14.** Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2011-2012 et fera l'objet pour la fin de l'année académique 2013-2014 d'une évaluation sur son principe et ses modalités.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 octobre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiotvisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale  
Mme M.-D. SIMONET

—  
Note

Session 2010-2011

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 252-1. — Amendements en commission, n° 252-2 - Rapport, n° 252-3

Session 2011-2012

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 18 octobre 2011.

## ANNEXE 1

<b>Annexe</b>	<b>C-27</b>		
<b>Niveau</b>	<b>Enseignement supérieur</b>		
<b>Catégorie</b>	<b>Economique</b>		
<b>Type</b>	<b>Long</b>		
<b>Cycle</b>	<b>2<sup>e</sup> cycle</b>		
<b>Section</b>	<b>Gestion des services généraux (Enseignement en alternance)</b>		
<b>Grade délivré au terme de deux années d'études</b>	<b>Master en Gestion des services généraux</b>		
<b>Organisation générale de la formation</b>	<b>de 2150 à 2250</b>		
Cours de la finalité y compris les AIP	1930		
Liberté PO	de 220 à 330		
<b>ORGANISATION DETAILLEE DE LA FORMATION</b>			
<b>Formation commune</b>	Intitulés des activités d'enseignement	Volume horaire minimal	
		Détaillé	Global
	<b>Cours théoriques</b>		<b>950</b>
	1. Contexte général des services facilitaires		
	1.1 Approches stratégiques de la gestion FM	110	
	1.2 Méthodologie et gestion de projets	30	
	1.3 Communication/marketing	45	
	1.4 Aspects juridiques du FM	75	
	1.5 Approche économiques et écosystémique du FM	60	
	1.6 Langues étrangères appliquées	240	
	2. Outils de gestion économique		
	2.1 Outils opérationnels de gestion économique et financière	70	
	2.2 Outils informatiques	50	
	3. Aspects immobiliers stratégiques		
	3.1 Gestion de la sécurité et du confort immobiliers	60	
	3.2 Approches économique et écosystémique de l'immobilier	30	
	4. Gestion stratégique des aspects techniques	100	
	5. Services aux personnes-aspects stratégiques	80	
	<b>Activités d'Intégration Professionnelle</b>		<b>980</b>
	Acquisition de compétences en milieu professionnel	880	
	T.F.E.	100	
	<b>SOUS-TOTAL FORMATION COMMUNE</b>		<b>1930</b>
<b>PO</b>	<b>SOUS-TOTAL LIBERTE PO</b>		<b>de 220 à 320</b>

Vu pour être annexé au décret du 20 octobre 2011 relatif aux études relevant de l'enseignement supérieur en alternance,

Par le Gouvernement de la Communauté française,  
Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

Jean-Claude MARCOURT

## ANNEXE 2

<b>Annexe</b>	<b>G-20</b>
Niveau	Enseignement Supérieur
Catégorie	Technique
Type	Long
Cycle	2° cycle
Section	Génie analytique
Finalité	Biochimie
Grade délivré au terme du 2° cycle	Master en génie analytique
Organisation générale de la formation	1420 à 1470
Formation commune y compris les AIP	1050
Option	50
Liberté PO	370

## ORGANISATION DETAILLEE DE LA FORMATION

Intitulés des activités d'enseignement	Volume horaire minimal	
	détaillé	global
<b>Interdisciplinarité</b>		<b>115</b>
Techniques de communication et langues	25	
Gestion environnementale-sécurité	15	
Gestion économique et financière	25	
Gestion de projet	25	
Gestion de la qualité	25	
<b>Sciences fondamentales et appliquées</b>		<b>60</b>
Statistiques appliquées	30	
Sciences appliquées	30	
<b>Projets</b>		<b>80</b>
Projet spécifique en lien avec le sujet de stage	80	
<b>Cours à option</b>		<b>50</b>
Cours spécifiques obligatoires en lien avec le type d'entreprise	50	
<b>Cours de la finalité</b>		<b>345</b>
Sciences chimiques appliquées		175
<i>Chimie analytique</i>	90	
<i>Chimie organique</i>	35	
<i>Chimie analytique instrumentale</i>	50	
Sciences appliquées aux biotechnologies		170
<i>Biochimie et biotechnologies</i>	40	
<i>Biochimie et microbiologie</i>	25	
<i>Génie biochimique</i>	45	
<i>Génie enzymatique</i>	20	
<i>Génie génétique</i>	20	
<i>Techniques d'analyse biochimique</i>	20	
<b>Activités de formation en entreprise</b>		<b>450</b>
<b>Liberté PO</b>		<b>370</b>

Vu pour être annexé au décret du 20 octobre 2011 relatif aux études relevant de l'enseignement supérieur en alternance,

Par le Gouvernement de la Communauté française,  
Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

Jean-Claude MARCOURT

## ANNEXE 3

<b>Annexe</b>	<b>G-21</b>
Niveau	Enseignement supérieur
Catégorie	Technique
Type	long 2ème cycle
Section	Gestion de chantier spécialisé en construction durable
Options	
Grade délivré au terme des deux ans	Master en gestion de chantier spécialisé en construction durable
Organisation générale	de 1805 à 1955
Formation commune et AIP	1655
Liberté PO	de 150 à 300

## ORGANISATION GENERALE DE LA FORMATION EN HEURES

FORMATION COMMUNE	Intitulés des activités d'enseignement	Volume heures minimal	
		Détaillé	Global
	Formation technique	<b>315</b>	
	<i>Construction</i>	75	
	<i>Infrastructure</i>	60	
	<i>Mesurage</i>	60	
	<i>Techniques spéciales</i>	120	
	Management économique et social	<b>180</b>	
	<i>Gestion d'entreprise</i>	30	
	<i>Aspects légaux</i>	30	
	<i>aspects organisationnels</i>	120	
	Gestion environnementale	<b>60</b>	
	Activités de formation en entreprise		<b>1100</b>
	<b>Sous total formation commune</b>		<b>1655</b>
<b>PO</b>	<b>SOUS-TOTAL LIBERTE PO</b>		<b>de 150 à 300</b>

Vu pour être annexé au décret du 20 octobre 2011 relatif aux études relevant de l'enseignement supérieur en alternance,

Par le Gouvernement de la Communauté française,  
Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

Jean-Claude MARCOURT

## ANNEXE 4

<b>Annexe</b>	<b>G-22</b>	
Niveau	Enseignement supérieur	
Catégorie	Technique	
Type	long 2ème cycle	
Section	Master en Gestion de Production	
Finalités	Production	
Grade délivré au terme des deux ans	Master en gestion de production	
Organisation générale	1470	
Formation commune et AIP		1150
Liberté PO		320

## ORGANISATION GENERALE DE LA FORMATION EN HEURES

	Intitulés des activités d'enseignement	Volume heures minimal	
		Détaillé	Global
FORMATION COMMUNE	Interdisciplinarité		100
	<i>Gestion environnementale</i>	25	
	<i>Techniques de communication et langues</i>	50	
	<i>Sciences humaines et sociales</i>	25	
	Sciences fondamentales et appliquées		30
	<i>Statistiques appliquées</i>	30	
	Technologie des installations de production		275
	<i>Mécanique et Résistance des matériaux</i>	60	
	<i>Electrotechnique et électronique appliquées</i>	85	
	<i>Automatique et informatique industrielle</i>	60	
	<i>Techniques de mesure</i>	30	
	<i>Mécanique et thermodynamique appliquées</i>	40	
	Economie et finances		45
	Gestion industrielle		220
	<i>Gestion de production</i>	100	
	<i>Maintenance</i>	30	
<i>Sécurité</i>	10		
<i>Ordonnancement</i>	20		
<i>Optimisation des coûts</i>	20		
<i>Simulation</i>	20		
<i>Qualité</i>	20		
Informatique		30	
Formation en entreprise		450	
<b>Sous total formation commune</b>	<b>1150</b>		
PO	<b>SOUS-TOTAL LIBERTE PO</b>		<b>320</b>

Vu pour être annexé au décret du 20 octobre 2011 relatif aux études relevant de l'enseignement supérieur en alternance,

Par le Gouvernement de la Communauté française,  
Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,

Jean-Claude MARCOURT



## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2011 — 3237

[C – 2011/29584]

20 OKTOBER 2011. — Decreet betreffende de studies die onder het alternerend hoger onderwijs ressorteren (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, zoals gewijzigd bij de decreten van 27 februari 2003, 31 maart 2004, 30 juni 2006 en 1 december 2010, wordt een punt 21<sup>bis</sup>, luidend als volgt, ingevoegd :

« 21<sup>bis</sup> Alternerend hoger onderwijs: onderwijs waarin het verwerven van de bekwaamheden die noodzakelijk zijn voor het verkrijgen van een diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs deels in een onderneming deels binnen genoemde inrichting geschiedt; ».

**Art. 2.** In artikel 21, § 1, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 9 september 1996, worden de woorden « met inbegrip van specialisatiestudies » vervangen door de woorden « met inbegrip van specialisatiestudies en studies in het kader van het alternerend hoger onderwijs ».

**Art. 3.** In artikel 5 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals vervangen door het decreet van 30 juni 2006, wordt het tweede lid vervangen door het volgende lid :

« In afwijking van het eerste lid wordt ook als regelmatig ingeschreven beschouwd de student die één of meer onderwijsactiviteiten volgt in andere instellingen voor hoger onderwijs binnen de voorwaarden bedoeld bij de artikelen 26, § 7, of 30 van het decreet, of die één of meerdere leeractiviteiten volgt bedoeld bij het 4<sup>o</sup> van artikel 22 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, binnen de voorwaarden bepaald bij artikel 29, §§ 1 en 3, van het voornoemde decreet van 31 maart 2004. »

**Art. 4.** In artikel 6 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, zoals gewijzigd bij de decreten van 1 juli 2005, 9 mei 2008 en 1 december 2010, wordt de eerste paragraaf vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Voor de toepassing van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten dient verstaan te worden onder :

- 1<sup>o</sup> Academie : universitaire instelling ontstaan door associatie van universiteiten;
- 2<sup>o</sup> Toelating : proces waarbij gecontroleerd wordt of een student aan de voorwaarden voldoet om een bepaalde studiecycclus aan te vatten. De toelating wordt bekrachtigd door de effectieve inschrijving voor de studies;
- 3<sup>o</sup> Academische overheid : de instanties die in elke instelling bevoegd zijn voor de organisatie van het onderwijs, toegekend door het decreet;
- 4<sup>o</sup> Bachelor : academische graad van niveau 6 ter bekrachtiging van de studies van de eerste cyclus die minstens 180 studiepunten vertegenwoordigen;
- 5<sup>o</sup> Getuigschriftkader : instrument voor de classificatie van certificaties in functie van een geheel van criteria die overeenstemmen met bepaalde leerniveaus;
- 6<sup>o</sup> Getuigschrift : document ter bevestiging van het met goed gevolg voltooien van een opleiding en de eventuele toekenning van de bijhorende studiepunten en het niveau van deze, zonder een academische graad te verlenen;
- 7<sup>o</sup> Certificatie: formele uitslag van een evaluatie- en validatieproces waarbij wordt gesteld dat een persoon op het einde van een leeractiviteit over de voor een bepaald niveau geschikte competenties beschikt en dat aanleiding geeft tot het uitreiken van een diploma of een getuigschrift;
- 8<sup>o</sup> Studiepunt : eenheid die overeenstemt met de tijd die de student binnen een studieprogramma aan een studieactiviteit binnen een bepaalde leerdiscipline heeft besteed. Studiepunten worden aan de student toegekend na gunstige beoordeling van de verworven bekwaamheden en kennis;
- 9<sup>o</sup> Curriculum : studies die tot een bepaalde academische graad leiden. Een curriculum kan over één of meer studiecycli lopen;
- 10<sup>o</sup> Cyclus : opeenvolging van studie jaren die tot een academische graad leiden. Het hoger onderwijs is in drie cycli georganiseerd;
- 11<sup>o</sup> Diploma : document dat bevestigt dat de betrokkene overeenkomstig de bepalingen van dit decreet geslaagd is voor de studies en de academische graad die op het einde van deze studies wordt verleend;
- 12<sup>o</sup> Studiegebied : tak van de kennis die overeenstemt met een of meerder curricula, categorie genoemd in het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen;
- 13<sup>o</sup> Doctoraat : derde universitaire cyclus die leidt tot de academische graad van doctor van niveau 8, verleend na verdediging van een proefschrift. Deze cyclus vertegenwoordigt globaal minstens 180 studiepunten, verkregen na een initiële opleiding van minstens 300 studiepunten onder andere bekrachtigd met een academische graad van master;
- 14<sup>o</sup> Doctoraatsschool : onderzoeks- en onderwijsstructuur georganiseerd door één of meerdere academies samen, met de opdracht een doctoraatsopleiding in één of meerdere studiegebieden te verstrekken;
- 15<sup>o</sup> Hoger onderwijs : het in dit decreet bedoelde onderwijs;
- 16<sup>o</sup> Alternerend hoger onderwijs: onderwijs waarin het verwerven van de bekwaamheden die noodzakelijk zijn voor het verkrijgen van een diploma uitgereikt door een inrichting voor hoger onderwijs deels in onderneming deels binnen genoemde inrichting geschiedt;
- 17<sup>o</sup> Gelijktelling : proces - overeenkomstig de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en certificaten - om de bekwaamheid en kennis van een student, bekrachtigd door één of meerdere buitenlandse titels, studiecificaten of diploma's, gelijkwaardig te verklaren met deze vereist na studies in onze instellingen voor hoger onderwijs. Deze gelijktelling wordt bekrachtigd met een officieel document afgeleverd door de bevoegde instantie;

18° Instelling voor hoger onderwijs : instelling die een door dit decreet erkend hoger onderwijs verstrekt. Naargelang van de studiesector waarvoor deze instellingen bevoegd zijn, betreft het universitaire instellingen, hogescholen, kunsthogescholen, architectuurhogescholen of universitaire academiën.

19° Studies van de eerste of tweede cyclus in de tankunde: studies die tot het curriculum behoren dat tot de uitreiking van de academische graad master in tandwetenschappen leidt of, voor de vorige wetgevingen, licentiaat tandwetenschap;

20° Studies van de eerste of tweede cyclus in geneeskunde : studies die tot het curriculum behoren dat tot de uitreiking van de academische graad arts leidt of, voor de vorige wetgevingen, doctor in de geneeskunde en doctor in de geneeskunde, heelkunde en bevallingen;

21° Studies van de eerste cyclus gestructureerd in twee delen : studies van de eerste cyclus in de geneeskunde of tankunde waarin de toegang tot het tweede deel 120 studiepunten bevat en ondergeschikt wordt aan het slagen voor een oriëntatieproef;

22° NFWO (FNRS) : Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, zoals erkend in artikel 47 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen;

23° Academische graad : titel die overeenstemt met het niveau bereikt binnen een door dit decreet erkend curriculum, bekrachtigd met een diploma. Binnen het lange type worden de academische graden van de eerste cyclus overgangsgraden genoemd;

24° Bevoegdheid : bij decreet aan een instelling voor hoger onderwijs verleende toelating om een volledig studieprogramma of een deel van een studieprogramma te organiseren, een academische graad te verlenen en de bijhorende getuigschriften en diploma's uit te reiken;

25° Examencommissie : onverminderd andere wetgevingen, betreffende de bepalingen van dit decreet, de academische instantie in hoofdzaak belast met de evaluatie van de bekwaamheid en kennis, met de bekrachtiging en de organisatie van de overeenstemmende proeven;

26° Oriëntatie-examencommissie : in de studies van de eerste cyclus gestructureerd in twee delen, examencommissie belast met het inrichten van de oriëntatieproef die toegang verleent tot het tweede deel van de cyclus;

27° Master : academische graad van niveau 7<sup>ter</sup> bekrachtiging van de studies van de tweede cyclus, georganiseerd in de universiteit of in de instelling van het lange type, gelijkgesteld met het universitair onderwijs, krachtens de bepalingen van dit decreet of vroegere bepalingen, die ten minste 60 studiepunten vertegenwoordigen na een initiële opleiding van minstens 180 studiepunten;

28° Bijkomende master : academische graad van niveau 7 ter bekrachtiging van universitaire studies van de tweede cyclus die overeenstemmen met een bijzondere beroepskwalificatie, na een opleiding van minstens 60 studiepunten, verkregen na een initiële opleiding van minstens 300 studiepunten bekrachtigd met een graad van master;

29° Melding : beoordeling door een jury van de kwaliteit van het werk van een student, wanneer de examencommissie een academische graad verleent of het met goed gevolg voltooiën van een studiejaar bekrachtigt;

30° Overgang : academisch proces waarbij een student toelating krijgt om zijn studies in een ander curriculum of in een ander studietype voort te zetten;

31° Studieprogramma : geheel leeractiviteiten die de studies uitmaken. Het programma bepaalt de tijdelijke organisatie in studiejaar en bijhorende studiepunten nader;

32° Viermaandelijks tijdvak : opdeling van het academiejaar in periodes van ongeveer vier maanden;

33° Type : het geheel van de kenmerken van een hogere opleiding in verband met haar professionele finaliteit, haar pedagogische methoden en het aantal cycli initiële opleiding. Het hoger onderwijs van het korte type bevat één cyclus; het hoger onderwijs van het lange type omvat twee basiscycli;

34° Valorisatie van de verworven kennis : proces van de evaluatie en erkenning van de kennis en competentie van een kandidaat in het kader van de toelating tot de studies. »

**Art. 5.** In artikel 22 van hetzelfde decreet, wordt het eerste lid aangevuld met een 4° luidend als volgt :

« 4° het verwerven van bekwaamheden in een onderneming in het kader van het alternerend onderwijs. »

**Art. 6.** In Titel II, Hoofdstuk III, afdeling II, van het decreet van 2 juni 2006 tot vaststelling van de academische graden uitgereikt door de Hogescholen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd of gesubsidieerd en tot vaststelling van de minimale uurregelingen, wordt een onderafdeling V met de benaming « Alternerend hoger onderwijs » ingevoegd.

**Art. 7.** In de onderafdeling V ingevoegd bij artikel 6 wordt een artikel 41<sup>bis</sup>, luidend als volgt, ingevoegd :

« Artikel 41<sup>bis</sup>. In het kader van het alternerend hoger onderwijs wordt de afdeling « Beheer van de algemene diensten » opgericht en gerangschikt in het economisch hoger onderwijs van het lange type.

De academische graad « Master in het beheer van de algemene diensten » wordt opgericht en het desbetreffende diploma wordt uitgereikt na beëindiging van een tweede cyclus studies georganiseerd overeenkomstig de minimumuurregeling opgenomen als bijlage C-27 bij dit decreet en de specifieke overeenstemmende en goedgekeurde uurregeling. »

**Art. 8.** In Titel II, Hoofdstuk VII, van hetzelfde decreet, wordt de afdeling II, die de artikelen 104 en 105 bevat, door een afdeling II vervangen, luidend als volgt :

« *Afdeling II.* — Het technisch hoger onderwijs van het lange type

Onderafdeling I. — De afdeling Industriële wetenschappen

Art. 104. De afdeling « Industriële wetenschappen » wordt opgericht en gerangschikt in het technisch hoger onderwijs van het lange type. Binnen deze worden de sectoren zoals opgenomen in Bijlage G-15 bij dit decreet en de finaliteiten « Automatisering », « Biochemie », « Chemie », « Bouwkunde », « Elektriciteit », « Elektromechanica », « Elektronica », « Packing en conditioning », « Fysische en nucleaire technologie », « Landmeter », « Industrie », « Informatica », « Mechanica », « Textiel » opgericht.

De academische graad « Bachelor in de Industriële wetenschappen » wordt opgericht in het technisch hoger onderwijs van het lange type en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van een eerste studiecycclus ingericht overeenkomstig de minimale uurregeling vermeld in bijlage G-15 bij dit decreet en de goedgekeurde overeenkomstige specifieke uurregeling.

Art. 105. De academische graad « Master Wetenschappen van de Industrieel ingenieur » wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van een tweede studiecycclus ingericht overeenkomstig de minimale uurregeling vermeld in bijlage G-16 bij dit decreet en de goedgekeurde overeenkomstige specifieke uurregeling.

De academische graad « Master industriële wetenschappen » wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van een tweede studiecycclus ingericht overeenkomstig de minimale uurregeling vermeld in bijlage G-17 bij dit decreet en de goedgekeurde overeenkomstige specifieke uurregeling.

Onderafdeling II. — Het alternerend hoger onderwijs

Art. 105bis. In het kader van het alternerend hoger onderwijs wordt de afdeling « Analytisch engineering » opgericht en gerangschikt in het technisch hoger onderwijs van het lange type. Binnen deze wordt de finaliteit « Biochemie » opgericht.

De academische graad « Master Analytisch engineering » wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van een tweede studiecycclus ingericht overeenkomstig de minimale uurregeling vermeld in bijlage G-20 bij dit decreet en de goedgekeurde overeenkomstige specifieke uurregeling.

Art. 105ter. In het kader van het alternerend hoger onderwijs wordt de afdeling « Beheer van een werf gespecialiseerd in duurzaam bouwwerk » opgericht en gerangschikt in het technisch hoger onderwijs van het lange type.

De academische graad « Master Beheer van een werf gespecialiseerd in duurzaam bouwwerk » wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van een tweede studiecycclus ingericht overeenkomstig de minimale uurregeling vermeld in bijlage G-21 bij dit decreet en de goedgekeurde overeenkomstige specifieke uurregeling.

Art. 105quater. In het kader van het alternerend hoger onderwijs wordt de afdeling « Productiebeheer » opgericht en gerangschikt in het technisch hoger onderwijs van het lange type.

De academische graad « Master Productiebeheer » wordt opgericht en het diploma in verband daarmee wordt uitgereikt op het einde van een tweede studiecycclus ingericht overeenkomstig de minimale uurregeling vermeld in bijlage G-22 bij dit decreet en de goedgekeurde overeenkomstige specifieke uurregeling. »

Art. 9. In hetzelfde decreet worden de opschriften « BIJLAGE IV (C17 tot C26) » en « BIJLAGE VIII (G15 tot G19) » respectief vervangen door de opschriften « BIJLAGE IV (C17 tot C27) » en « BIJLAGE VIII (G15 tot G22) ».

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een bijlage C-27 die als bijlage 1 bij dit besluit gevoegd is, ingelast tussen de bijlagen C-26 en D-1.

Art. 11. In hetzelfde decreet worden de bijlagen G-20, G-21 en G-22 die als bijlagen 2, 3 en 4 bij dit besluit gevoegd zijn, ingelast tussen de bijlagen G-19 en H-1.

Art. 12. Het implementeren van de methodologie van het alternerend onderwijs in het hoger onderwijs zal het voorwerp uitmaken van proefexperimenten vanaf het academiejaar 2011-2012. Deze proefexperimenten zullen het voorwerp uitmaken van een jaarlijkse tussenevaluatie en van een slotevaluatie ten laatste op het einde van het academiejaar 2013-2014. In functie van de uitslag van deze evaluatie zal de Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort de integratie van het alternerend onderwijs in het hoger onderwijs voortzetten of, in overleg met de betrokken personen, de nodige aanpassingen aanbrengen.

Deze evaluaties zullen door een Sturingscomité uitgevoerd worden, bestaande uit :

- 4 vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 3 vertegenwoordigers aangesteld door de werkgeversbonden die de betrokken sectoren vertegenwoordigen;
- 3 sectorvertegenwoordigers aangesteld door FGTB, CSC en SLFP;
- 3 vertegenwoordigers van de vakverenigingen die de sector van het Hoger onderwijs vertegenwoordigen en die aangesteld zijn door CGSP, CSC-E en SLFP;
- 4 vertegenwoordigers van de interprofessionele sociale gesprekspartners ten belope van :
  - 2 vertegenwoordigers aangesteld door de vakverenigingen;
  - 2 vertegenwoordigers aangesteld door de werkgeversbonden;
- 4 vertegenwoordigers van de netten van het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, ten belope van één vertegenwoordiger per onderwijsnet;
- 1 vertegenwoordiger van de Algemene directie Leerplichtonderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;
- 2 vertegenwoordigers aangesteld door de studentenverenigingen op gemeenschapsniveau.

Het Sturingscomité kan, daarnaast, in functie van de gevoerde debatten, deskundigen of getuigen op de vergaderingen uitnodigen.

Het Sturingscomité zal een huishoudelijk reglement bepalen.

Deze evaluaties zullen op de criteria bepaald door het Sturingscomité steunen en zullen, onder andere, in aanmerking nemen :

- de opvoedmeerwaarde van de implementatie van de methodologie van het alternerend onderwijs in het hoger onderwijs in het kader van deze proefexperimenten,
- het aantal en profiel van de studenten,
- de slagratio,
- de ratio en de redenen van het studiestoppen,
- de voldoeningratio van de betrokken personen.

Art. 13. Onverminderd artikel 22, § 2, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen zal een student die zich inschrijft voor één van de curricula ingericht in het kader van de proefexperimenten bedoeld bij artikel 12 enkel als regelmatig beschouwd worden als hij met een onderneming en een hogeschool een overeenkomst voor alternerend onderwijs gesloten heeft.

Deze overeenkomst moet minstens de lijst bevatten van de bekwaamheden die verworven moeten worden in de onderneming en in de hogeschool, de kalender van de onderwijsactiviteiten en van de evaluatie alsook het schoolverlof. Erin worden het statuut van de student, de namen van de tutores in de onderneming en van de supervisor in de hogeschool vermeld, alsook de verbintenissen van iedereen inzake veiligheid, dekking in geval van werkongeval, werkreglement, deontologie. Wat betreft de follow-up en de evaluatie, bepaalt ze de verantwoordelijkheden van iedereen. Erin worden ook een modus operandi bepaald voor het beslechten van geschillen, alsook de mogelijkheid om een einde te stellen aan de overeenkomst.

**Art. 14.** Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2011-2012 en zal het voorwerp uitmaken tegen het einde van het academiejaar 2013-2014 van een evaluatie inzake beginsel en nadere regels van werking.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 oktober 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

(1) *Zitting 2010-2011*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 252-1. — Commissieamendementen, nr. 252-2. — Verslag, nr. 252-3.

*Zitting 2011-2012*

*Integraal verslag.* – Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 oktober 2011.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 3238

[2011/206078]

**24 NOVEMBRE 2011.** — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 34, 4<sup>o</sup>, b), remplacé par l'article 54 du décret du 17 juillet 2008 et l'article 38, §§ 1<sup>er</sup>, 5 et 6, remplacé par l'article 13 du décret du 4 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis CD-11h22-CWaPE-338 de la CWaPE donné le 22 août 2011;

Vu l'avis 50.499/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 novembre 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable en charge de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 15, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié par les arrêtés des 25 janvier 2007, 20 décembre 2007, 8 janvier 2009 et 23 décembre 2010, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les installations de production d'électricité à partir de panneaux solaires photovoltaïques inférieures ou égales à dix kW, le facteur « k » appliqué est celui en vigueur à la date où un acompte d'au moins 20 % de l'investissement total est payé, ou à la date où un prêt vert, tel que visé à l'article 2 de la loi du 27 mars 2009 de relance économique, correspondant à une partie ou la totalité de l'investissement a été conclu, ou à la date d'attribution du marché public pour ce qui concerne les pouvoirs adjudicateurs soumis à la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fourniture et de services. Cette dérogation n'est acquise que si la réception par l'organisme de contrôle intervient dans les six mois à compter du paiement de l'acompte, ou de la conclusion du prêt, ou de la conclusion du marché avec l'entrepreneur. Le respect de ces conditions est déterminé selon les modalités précisées par la CWaPE. »